

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1908.

Proposition de loi sur l'assurance des marins, naviguant à la pêche,
contre les risques de leur profession.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Une loi récente a prévu pour la plupart des ouvriers la réparation des accidents survenus dans l'exercice de leur profession. Lors de la discussion de cette loi, certains membres de la Chambre estimaient que les pêcheurs devaient être soumis au régime de cette loi. La majorité jugea, avec raison, qu'il était difficile de les faire rentrer dans ce cadre et qu'une loi spéciale s'imposait.

Il importe cependant de prémunir au plus tôt les courageux travailleurs de la mer contre leurs accidents professionnels. Sans qu'il soit nécessaire de l'établir par des statistiques, il tombe sous le sens, même du profane, que peu de professions présentent d'aussi multiples et graves dangers que celle des marins qui naviguent à la pêche. Et, — puisqu'il est de mode de parler surtout des droits de l'ouvrier, — il apparaîtra, avec évidence, que le pêcheur a le droit d'exiger du législateur belge, qu'il organise sans tarder, à son avantage, l'assurance contre les accidents qu'il a organisée pour les ouvriers de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Au surplus, peu de travailleurs, à cause de leur courage, de leur tranquille résignation au sort, de l'intense poésie qui émane du milieu dans lequel leur travail se meut, jouissent au même titre de la sympathie du public, et la réparation des tragiques accidents de mer donnera à tout le monde une satisfaction vivement désirée.

Le problème se pose de lui-même. Il n'est pas facile à résoudre. Plusieurs solutions se présentaient aux auteurs de ce projet de loi.

Ils pouvaient s'inspirer de l'institution de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge. Mais l'arrêté royal du 28 février 1883 renferme des notions surannées en matière d'assurance ouvrière, comme par exemple les retenues sur le gage des marins ; il en ignore d'autres, qui sont du droit nouveau, comme les notions du risque professionnel et de la réparation forfaitaire.

On pouvait aussi démarquer simplement l'une ou l'autre des législations étrangères sur la matière ; mais sans entrer, pour le moment, dans des détails, on peut établir que les principes, qui sont à la base de ces lois, sont trop différents de ceux qui ont été admis par la loi belge des accidents du travail et que la situation des pêcheurs n'est d'ailleurs pas la même, surtout dans les pays qui ont une puissante marine de guerre.

Deux législations pouvaient cependant tenter à première vue. Celle du Danemark d'abord, qui séduit par sa simplicité, mais la base n'en est pas scientifique, parce que la cotisation à payer est établie d'une façon uniforme et que le déficit de la Caisse de prévoyance, constituée un peu au hasard, est, en tout cas, couvert par l'État. Un pareil système n'a pas de chance d'aboutir devant les Chambres belges.

D'autre part, le très intéressant projet de loi hollandais du 19 novembre 1904 a l'avantage d'être fait par des voisins extrêmement compétents dans la matière, mais il nous a paru un peu compliqué et empiéter trop sur l'arrêté royal d'exécution qui doit compléter la loi.

Il se base d'ailleurs sur certains principes qui ont été écartés lors de la discussion de la loi des accidents, s'appuie sur un corps de fonctionnaires maritimes qui nous manque et légifère pour une situation sociale différente de la nôtre.

Tout en s'inspirant des législations étrangères, les auteurs du projet de loi, ont cru mieux faire de suivre, pour autant que possible le cadre de la loi des accidents. Cela permet de tabler sur certains principes récemment discutés à la Chambre et admis par le législateur, notamment pour tout ce qui touche, à la responsabilité, au forfait, au taux des indemnités. La discussion en est d'autant simplifiée.

Il fallait, d'autre part, tenir compte de certains faits. Tandis que nombre de pêcheurs, comme les marins engagés sur certains chalutiers à vapeur, sont de véritables salariés, beaucoup d'autres sont eux-mêmes patrons ou associés et ne tombent pas sous la notion du contrat de travail. Les uns comme les autres sont exposés aux mêmes risques et il importait de chercher une solution, qui les fasse bénéficier tous de l'assurance. C'est pour cela que nous n'avons pas basé le projet de loi sur le contrat de travail et s'il en prend peut-être une allure un peu moins scientifique, au moins a-t-il l'avantage d'atteindre absolument toutes les catégories des travailleurs de la mer.

Il fallait aussi tenir compte du peu de marge que laissent les bénéfices aléatoires des armateurs à la pêche et du sacrifice important que doit s'imposer le pêcheur qui est obligé d'assurer sa personne ou, pour moitié, les camarades de son équipage.

C'est pour cela que nous avons préféré baser l'assurance sur la création

d'une caisse de prévoyance. Maintenant surtout que, par suite de l'afflux toujours croissant des étrangers dans les villes balnéaires, nos marins sont mieux connus et deviennent de plus en plus sympathiques, il est à espérer qu'un plus grand nombre de dons volontaires allégera d'autant la charge d'assurance, qui, supportée par les seuls intéressés, serait trop lourde.

On est en droit aussi de compter sur les subsides de la Caisse de secours et de prévoyance contre les accidents, dont les charges diminueront, par suite de l'organisation de l'assurance des pêcheurs, et sur une part des subsides que l'État verse à cette Caisse; encore sur les subsides de la province et des communes côtières qui doivent hospitaliser les invalides et les orphelins des travailleurs qui ont péri à la mer.

Enfin, s'il existe déjà des caisses de prévoyance de pêcheurs, instituées par arrêté royal à Ostende, à Nieuport, à la Panne et ailleurs, ces caisses pourraient se fusionner avec la caisse de prévoyance proposée par le projet de loi, pour atteindre le but qu'elles-mêmes se proposent déjà partiellement pour la réparation des accidents et se dessaisir d'une partie de leurs ressources, comme celles qui proviennent d'un pourcentage prélevé sur la vente du poisson. A moins qu'elles ne préfèrent se transformer en caisses de secours, pour parer aux accidents qui créent une incapacité de moins de quatre jours.

Le projet de loi aurait dû prévoir aussi le cas où, par suite d'accidents extraordinaires et fortuits, la caisse se trouverait ne pas pouvoir faire face à ses obligations, sans relever les cotisations outre mesure et créer de trop lourdes charges pour les assurés. Les articles 15 et 16 de la loi française du 28 avril 1898 prévoient, pour cette situation, des avances par l'État, qui sont en cas de meilleure fortune, remboursables par la Caisse. Cette éventualité devrait donner lieu à un amendement qui devrait s'inspirer des intentions du Gouvernement et d'études techniques que les auteurs du projet ne peuvent établir.

Il nous a semblé qu'il importait encore de revêtir le comité de la caisse de prévoyance de larges attributions arbitrales, pour éviter de multiples procès et s'il peut paraître qu'il y a là une grave dérogation au droit de l'ouvrier de faire valoir ses droits par voie de justice, il faut avouer, d'autre part, que cela est largement compensé par la suppression des procès, par un arbitrage technique et impartial, par l'exonération des charges au moyen des dons et des subsides. Ceux, d'ailleurs, qui ne veulent jouir de ce régime, tombent sous le droit commun.

Le projet que nous avons l'honneur de présenter est évidemment perfectible, et nous n'avons pas la prétention de croire qu'il n'y a pas d'autre solution. Il pourra être utilement amendé par le Gouvernement ou la section centrale, munis de renseignements et de documents qui font défaut au particulier, mais tel qu'il est, il établit au moins les bases d'une discussion, que nous espérons ne pas devoir tarder.

EUGÈNE DE GROOTE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Il est créé au profit des marins belges, naviguant à la pêche, une caisse nationale de prévoyance, pour la réparation des accidents de leur profession.

La caisse est revêtue de la personnalité civile.

ART. 2.

La caisse de prévoyance est alimentée :

1° Par la cotisation fournie par les pêcheurs ou leurs employeurs conformément aux dispositions de cette loi ou de l'arrêté royal qui déterminera le taux et le mode de prélèvement de cette cotisation ;

2° Par les dons et legs des particuliers ;

3° Par les subsides éventuels des provinces, des communes, des établissements publics, des associations et de la caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes du travail ;

4° Par un subside annuel de l'État, qui ne sera en tous cas pas inférieur à 15,000 francs ;

5° Par les cotisations prélevées en vertu de l'article 20 de la loi des accidents.

Les dons, legs et subsides peuvent être acceptés alors même qu'ils sont faits au profit de régions expressément désignées ou de catégories de pêcheurs déterminées. Dans ce cas on en tiendra compte, pour le calcul des cotisations à payer par les marins de ces régions ou de ces catégories, de telle sorte que le taux de leur

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL

Ten behoeve van de Belgische zeelieden, die op de visscherij varen, wordt eene nationale Voorzorgskas ingesteld tot vergoeding der ongevallen van hun bedrijf.

De Kas bezit rechtspersoonlijkheid.

ART. 2.

De Voorzorgskas wordt in stand gehouden :

1° Door de bijdrage gestort door de visschers of hunne werkgevers, overeenkomstig de bepalingen van deze wet of van het koninklijk besluit dat het bedrag of de wijze van heffing dezer bijdrage zal bepalen ;

2° Door de giften en legaten van bijzonderen ;

3° Door de eventueele toelagen der provinciën, der gemeenten, der openbare gestichten en der Voorzorgs- en onderstandskas ten behoeve der slachtoffers van den arbeid ;

4° Door eene jaarlijksche toelage van den Staat, die in geen geval minder dan 15,000 frank mag bedragen ;

5° Door de bijdragen geheven uit kracht van artikel 20 der ongevallenwet.

De giften, legaten en toelagen kunnen zelfs dan worden aangenomen, wanneer zij gedaan zijn ten behoeve van uitdrukkelijk aangewezen gewesten of van bepaalde soorten van visschers. In dit geval worden zij in aanmerking genomen voor de berekening der bijdragen, te betalen door de zeelieden van die gewesten of

cotisation à payer en diminue d'autant, et sans que cela profite aux autres régions ou catégories.

ART. 3.

Tout Belge qui gagne sa vie au moyen de la pêche maritime et côtière, en tout ou en partie, en travaillant pour son compte ou pour autrui, aura droit à la réparation des accidents de son travail selon les dispositions de la présente loi.

Sont assimilés aux pêcheurs, les volontaires, novices, mousses même non salariés, ainsi que les employés qui, à raison de leur participation directe ou indirecte au travail, sont soumis aux mêmes risques que les pêcheurs et dont le salaire annuel ne dépasse pas 2,400 francs.

ART. 4.

Le pêcheur aura droit à la réparation des accidents survenus dans l'exercice de la pêche ou par les circonstances qui accompagnent celle-ci; ainsi que des accidents, survenus en mer, au cours des sauvetages ou de la mise en sûreté des personnes ou des biens, ou au cours de la navigation sur un bâtiment de pêche, en dehors des manœuvres mêmes de la pêche.

ART. 5.

Le pêcheur qui travaille pour son propre compte ou comme associé dans le produit de la pêche avec le patron travaillant avec lui, sera garanti contre les accidents de pêche par la caisse de prévoyance en payant lui-même la cotisation prévue par l'article 2 et en faisant une déclaration expresse dans ce sens au

van die soorten, derwijze dat het bedrag van de door hen te betalen bijdrage daardoor zooveel wordt verminderd, zonder dat dit aan de andere gewesten of soorten van visschers ten goede kan komen.

ART. 3.

Elke Belg die door de zee- en kust-vischvangst geheel of gedeeltelijk zijn bestaan wint, arbeidende voor eigen rekening of voor rekening van een ander, heeft recht op vergoeding der ongevallen voorgekomen bij zijn werk, volgens de bepalingen van deze wet.

Met visschers worden gelijkgesteld: vrijwilligers, leerlingen, scheepsjongens, zelfs wanneer zij geen loon trekken, alsmede bedienden die, ter oorzaak van hunne rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan den arbeid, blootstaan aan dezelfde gevaren als de visschers en wier jaarlijksch loon 2,400 frank niet te boven gaat.

ART. 4.

De visscher heeft recht op de vergoeding der ongevallen voorgekomen bij het visschen of onder omstandigheden die zich daarbij voordoen, alsmede op de vergoeding van ongevallen voorgekomen op zee, bij de redding of bij het in veiligheid stellen van personen of goederen, of in den loop van het varen op een visschersboot, buiten de eigenlijke verrichtingen der visscherij.

ART. 5.

De visscher die voor eigen rekening werkt of, als deelgenoot in de opbrengst der vischvangst, met den patroonwerkt, wordt tegen de ongevallen der vischvangst gedekt door de Voorzorgskas, wanneer hij zelf de bij artikel 2 voorziene bijdrage betaalt en in dezen zin eene uitdrukkelijke verklaring aflegt bij den

commissaire maritime de sa circonscription. Il lui sera donné récépissé de cette déclaration.

ART. 6.

Dans le cas où le pêcheur et le chef d'entreprise font partie du même équipage, le chef d'entreprise aura le choix de s'assurer au moyen de la caisse de prévoyance ou conformément aux dispositions de la loi des accidents. La cotisation ou la prime devra en tous cas être payée, moitié par le pêcheur et moitié par le chef d'entreprise, sans que celui-ci puisse faire de retenue sur le salaire.

ART. 7.

Quand un employeur, autre que celui prévu dans l'article précédent, prend à son service moyennant rétribution et pour l'exécution des travaux de pêche, un marin ou une personne qui y est assimilée par l'article 3, il devra en cas d'accident, les indemnités qui sont prévues par la loi.

Il lui sera loisible de se faire remplacer dans ses obligations par la caisse de prévoyance créée par la présente loi, s'il en fait la déclaration expresse contre récépissé au commissaire maritime de la circonscription.

Il devra dans ce cas, payer la cotisation prévue par la loi sans pouvoir retenir le montant de celle-ci sur le salaire de l'employé.

ART. 8.

S'il ne convient pas au chef d'entreprise de faire usage de cette faculté, les allocations prévues par la présente loi sont à sa charge exclusive et conformément aux règles établies par les articles 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 de la loi des acci-

zeecommissaris van zijn gebied. Van deze verklaring wordt hem een ontvangstbewijs afgegeven.

ART. 6.

Wanneer de visscher en het hoofd der onderneming deel uitmaken van dezelfde bemanning, heeft het hoofd der onderneming de keuze zich te verzekeren door middel van de Voorzorgskas of overeenkomstig de bepalingen van de ongevallenwet. De bijdrage of de premie moeten in elk geval worden betaald, de helft door den visscher en de helft door het hoofd der onderneming, zonder dat deze iets mag afhouden van het loon.

ART. 7.

Wanneer een andere werkgever dan degene waarvan sprake is in het vorig artikel, tegen loon en tot het uitvoeren van verrichtingen der vischvangst, in zijnen dienst neemt een zeeman of een persoon die krachtens artikel 3 daarmede gelijk is gesteld, is hij, als een ongeval voorkomt, de bij de wet voorziene schadevergoedingen verschuldigd.

Het staat hem vrij zich ten aanzien van zijne verplichtingen te doen vervangen door de Voorzorgskas ingesteld bij deze wet, indien hij daartoe de uitdrukkelijke verklaring, tegen ontvangstbewijs, aflegt bij den zeecommissaris van zijn gebied.

In dat geval moet hij de bij de wet voorziene bijdrage betalen, zonder dat hij het bedrag moge afhouden van het loon van den bediende.

ART. 8.

Wil het hoofd der onderneming geen gebruik maken van dat recht, dan komen de bij deze wet voorziene vergoedingen, overeenkomstig de regelen vastgesteld in de artikelen 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 van de wet op de arbeidsongevallen,

dents du travail, avec cette seule différence que le fonds de garantie prévu par l'article 20 et rattaché à la caisse des dépôts et consignations sera remplacé par la caisse de prévoyance dont s'agit.

ART. 9.

L'accident survenu dans le cours des travaux prévus à l'article 4, est présumé, jusqu'à preuve contraire, survenu par le fait de ces travaux.

ART. 10.

Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale de travail de plus de quatre jours, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 50 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 50 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 p. c. déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par décision du comité de la caisse, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence.

A l'expiration du délai prévu à l'article 50 de la loi des accidents, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

uitsluitend te zijnen laste, alleen met dit onderscheid, dat het waarborgfonds, bij artikel 20 voorzien en aan de deposito- en consignatiekas verbonden, wordt vervangen door de Voorzorgskas waarvan sprake is.

ART. 9.

Het ongeval voorgekomen in den loop van de bij artikel 4 voorziene werkzaamheden wordt, zoolang het tegendeel niet is bewezen, verondersteld te zijn voorgekomen door die werkzaamheden.

ART. 10.

Heeft het ongeval tijdelijke en volkomene onbekwaamheid tot werken gedurende meer dan vier dagen veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding gelijkstaande met 50 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 50 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 50 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij bij beslissing van het Comité der Kas, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij door een eindvonnis wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is.

Bij het eindigen van den termijn bepaald in artikel 50 der ongevallenwet, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

ART. 11.

Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 75 francs pour frais funéraires lorsque les funérailles se font sur le territoire belge et 55 francs lorsque la victime a péri à la mer ou est inhumée en terre étrangère;

2° Un capital représentant la valeur, calculé en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 30 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est exclusivement attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident ; toutefois le veuf n'a droit à l'indemnité que lorsque la victime était son soutien;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, et aux enfants naturels reconnus avant l'accident, pour autant que les uns et les autres soient âgés de moins de 16 ans ;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans ainsi qu'aux ascendants, dont la victime était le soutien.

D. Aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans, dont la victime était le soutien.

Le conjoint n'a droit qu'aux trois cinquièmes du capital en cas de concours avec plusieurs enfants ; il a droit aux quatre cinquièmes, en cas de concours, soit avec un seul enfant, soit avec un ou plusieurs ayants droit des autres catégories.

ART. 11.

Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 75 frank voor begrafenis-kosten, wanneer de begrafenis op Belgisch grondgebied plaats heeft, en van 55 frank, wanneer het slachtoffer in zee is omgekomen of in den vreemde begraven is ;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 30 t. h. van het jaarlijksch loon.

Dit kapitaal wordt uitsluitend toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken ; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op vergoeding, wanneer het slachtoffer zijn steun was ;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, en aan de onechte, vóór het ongeval erkende kinderen, voor zoover beiden den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt ;

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opklimmende lijn, wier steun het slachtoffer was ;

D. Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren, wier steun het slachtoffer was.

Ingeval de echtgenoot te gelijker tijd met verscheidene kinderen optreedt, heeft hij slechts recht op drie vijfden van het kapitaal ; ingeval hij te gelijker tijd optreedt hetzij met een enkel kind, hetzij met één of meer rechthebbenden van de overige groepen, heeft hij recht op vier vijfden.

Les enfants ont la priorité sur les ayants droit de la catégorie C et D; les ayants droit de la catégorie C excluent ceux de la catégorie D. Entre ayants droit d'une même catégorie, il y a lieu à partage égal par tête. Toutefois, à défaut de conjoint survivant, les petits-enfants viennent en concours avec les enfants, mais le partage a lieu par souche.

Les parts du conjoint et des ascendants sont converties en rentes viagères.

Les parts des autres ayants droit sont converties en rentes temporaires dont l'extinction aura lieu pour chacun à l'âge de 16 ans. Le juge, ou le comité de la Caisse de prévoyance, peuvent toutefois, à la requête de tout intéressé, parties préalablement entendues ou appelées, ordonner un autre mode de placement du capital; ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, modifier équitablement la répartition du capital entre ayants droit appelés concurremment.

ART. 12.

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que le tiers au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

Selon le choix que l'assuré aura fait de son assureur, le juge ou le comité de la Caisse de prévoyance statueront au mieux de l'intérêt des demandeurs, après que le chef d'entreprise, et, dans le cas de l'article 5, le pêcheur, aura été entendu ou dûment appelé.

En cas d'incapacité permanente partielle, les mêmes autorités peuvent aussi, à la demande de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à soixante francs.

De kinderen hebben den voorrang boven de rechthebbenden van de groepen C en D; de rechthebbenden van groep C sluiten die van groep D buiten. Onder rechthebbenden van dezelfde groep wordt tot gelijke hoofdelijke verdeeling overgegaan. Bij onstentenis van een overlevenden echtgenoot, treden echter de kleinkinderen te gelijker tijd op met de kinderen, doch de verdeeling geschiedt staaksgewijs.

De deelen van den echtgenoot en van de bloedverwanten in opklimmende lijn worden omgezet in lijfrenten.

De deelen van de overige rechthebbenden worden omgezet in tijdelijke renten, die voor elk hunner eindigen op den leeftijd van 16 jaren. De rechter of het Comité der Voorzorgskas kunnen nochtans, op verzoek van elken belanghebbende, na vooraf partijen te hebben gehoord of opgeroepen, eene andere wijze van belegging van het kapitaal bevelen; zij kunnen ook, onder dezelfde omstandigheden, de verdeeling van het kapitaal onder rechthebbenden die te gelijker tijd optreden naar billijkheid wijzigen.

ART. 12

Het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden kunnen vragen dat ten hoogste een derde van de waarde der lijfrente hun als kapitaal worde uitbetaald.

Volgens de door den verzekerde gedane keuze van zijn verzekeraar, zullen de rechter of het Comité der Voorzorgskas naar hun beste weten in het belang van de aanvragers beslissen, na het hoofd der onderneming en, in het geval voorzien bij artikel 5, den visscher, gehoord of hem behoorlijk opgeroepen te hebben.

In geval van gedeeltelijke voortdurende onbekwaamheid, kunnen dezelfde overheden eveneens, op verzoek van elken belanghebbende, bevelen dat de geheele waarde der rente als kapitaal zal worden betaald aan het slachtoffer, wanneer de jaarlijksche rente zestig frank niet bereikt.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal et préalablement soumis à l'avis de la commission des accidents du travail.

ART. 13.

Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend du salaire annuel moyen gagné par les assurés dans la circonscription à laquelle appartenait la victime au moment de l'accident.

Tous les cinq ans, les comités institués par la loi du 11 juin 1891 dresseront une échelle des salaires annuels moyens des pêcheurs de leur circonscription respective. Ils y tiendront compte des différentes catégories d'assurés. Si le salaire consiste en tout ou en partie en logement, en part dans le produit de la pêche ou autres subventions en nature, l'équivalence en sera calculée en argent selon la valeur qu'elles ont dans chaque circonscription.

ART. 14.

Le salaire du patron qui se livre lui-même à la pêche, est censé être le même que le salaire de l'ouvrier qui occupe sur le même bâtiment ou un bâtiment analogue un rang comparable à celui du patron.

Le salaire de base des volontaires, novices, mousses ou autres personnes qui ne reçoivent pas de salaire ou un salaire très minime, ne sera jamais inférieur au salaire des pêcheurs de la catégorie la moins rémunérée.

Le salaire quotidien moyen s'obtient en divisant par 300 le chiffre du salaire annue

De waarde van de lijfrente wordt berekend naar een bij koninklijk besluit goedgekeurd tarief, dat vooraf wordt onderworpen aan het advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen.

ART. 13.

Onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen, wordt verstaan het gemiddeld jaarlijksch loon door de verzekerden gewonnen binnen het gebied waartoe het slachtoffer behoorde op 't oogenblik van het ongeval.

Om de vijf jaren maken de comiteiten, ingesteld door de wet van 11 Juni 1891, eene tabel op van de gemiddelde jaarlijksche loonen der visschers van hun respectief gebied. Daarin houden zij rekening met de verschillende soorten van verzekerden. Bestaat het loon geheel of gedeeltelijk in huisvesting of in een deel der opbrengst van de vischvangst of andere vergeldingen in natura, dan wordt het gelijkwaardige daarvan berekend in geld naar hare waarde in elke omschrijving.

ART. 14.

Het loon van den patroon die zelf zich op de visscherij toelegt, wordt geacht hetzelfde te zijn als het loon van den werkman die, op de zelfde visschersboot of op eene soortgelijke boot een rang bekleedt gelijkstaande met dien van den patroon.

Het loon dat tot grondslag wordt genomen voor het loon der vrijwilligers, leerlingen, scheepsjongens of andere personen die geen of slechts een zeer gering loon ontvangen, staat nooit beneden het loon van de soort der minst betaalde visschers.

Om het gemiddelde dagloon te berekenen, deelt men door 300 het cijfer van het jaarlijksch loon.

ART. 15.

Les indemnités temporaires sont payables aux mêmes époques que les salaires ; les allocations annuelles et les arrérages des rentes sont payables trimestriellement par quart ; les frais funéraires sont payables dans le mois des funérailles ou du décès dûment constaté.

ART. 16.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 17.

Il n'est en rien dérogé aux règles générales de la responsabilité civile lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par le chef d'entreprise.

Sauf cette exception, les dommages résultant des accidents du travail ne donnent lieu, à charge du chef d'entreprise, au profit de la victime ou de ses ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi.

Les dommages et intérêts ne seront, en aucun cas, cumulés avec ces réparations.

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime et les ayants droit conservent, contre les personnes responsables de l'accident, autres que le chef d'entreprise ou ses ouvriers préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun ; le chef d'entreprise sera, le cas échéant, exonéré de ses obligations à concurrence du montant des dommages et intérêts accordés.

ART. 15.

De tijdelijke vergoedingen zijn betaalbaar op dezelfde tijdstippen als het loon ; jaarlijksche vergoedingen en vervallen renten zijn betaalbaar om de drie maanden, telkens een vierde gedeelte ; de begrafenis kosten moeten worden betaald binnen ééne maand na de begrafenis of het behoorlijk vastgesteld overlijden.

ART. 16.

De vergoedingen uit kracht van deze wet verschuldigd aan slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechtverkrijgenden, zijn niet vatbaar voor inbeslagneming, tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

ART. 17.

Er wordt in geenen deele afgeweken van de algemeene regelen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het ongeval opzettelijk is teweeggebracht door het hoofd der onderneming.

Met uitzondering van dit geval, geeft de schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, ten laste van het hoofd der onderneming en ten voordeele van het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden enkel en alleen recht op de bij deze wet vastgestelde vergoedingen.

Schade en interesten kunnen in geen geval te gelijk met deze vergoedingen worden gevorderd.

Onafhankelijk van de rechtsvordering die uit deze wet voortspruit, behouden het slachtoffer en de rechtverkrijgenden tegen andere aansprakelijke personen dan het hoofd der onderneming of zijne werklieden en aangestelden, het recht, overeenkomstig de regels van het gemeene recht, vergoeding van de geleden schade te eischen ; het hoofd der onderneming wordt, bij voorkomend geval, van de hem opgelegde verplichtingen ontslagen, tot

L'action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, s'ils négligent d'en faire usage.

ART. 18.

Les indemnités établies par la présente loi ne sont point dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

Aucune indemnité n'est due à celui des ayants droit qui a intentionnellement provoqué l'accident.

ART. 19.

Toute convention contraire aux dispositions de la présente loi est nulle de plein droit.

ART. 20.

Tout accident survenu à un pêcheur au cours des travaux prévus à l'article 4 et qui a occasionné ou est de nature à occasionner soit la mort de la victime, soit une incapacité de travail, doit être déclaré par le chef d'entreprise ou celui qui le remplace au moment où l'accident s'est produit.

L'accident peut être déclaré par la victime elle-même ou à défaut de celle-ci, par ses ayants droit, ou par les compagnons du même équipage.

La déclaration mentionne la nature et les circonstances de l'accident ; elle indique, s'il y a lieu, le nom de l'assureur avec lequel l'assurance a été contractée.

het bedrag van de toegekende schade-loosstelling.

De rechtsvordering tegen de derde aansprakelijke personen kan zelfs door het hoofd der onderneming, op zijn risico, worden ingesteld in de plaats van het slachtoffer of de rechtverkrijgenden, zoo dezen verzuimen van dat recht gebruik te maken.

ART. 18.

De bij deze wet bepaalde vergoedingen zijn niet verschuldigd wanneer het ongeval door het slachtoffer opzettelijk is teweeggebracht.

Geene vergoeding hoegenaamd is verschuldigd aan dengene der rechtverkrijgenden die het ongeval opzettelijk heeft teweeggebracht.

ART. 19.

Elke met de bepalingen van deze wet strijdige overeenkomst is van rechtswege nietig.

ART. 20.

Elk ongeval dat aan een visscher is overkomen gedurende de werkzaamheden voorzien bij artikel 4 en dat heeft veroorzaakt of van aard is om te veroorzaken hetzij den dood van het slachtoffer, hetzij eene onbekwaamheid tot werken, moet worden aangegeven door het hoofd der onderneming of dengene die hem vertegenwoordigde op het oogenblik dat het ongeval plaats had.

Het ongeval mag worden aangegeven door het slachtoffer zelf of, bij ontstentenis van het slachtoffer, door zijne rechtverkrijgenden of door de varensgezellen van dezelfde bemanning.

De aangifte vermeldt den aard en de omstandigheden van het ongeval; zij duidt aan, zoo daartoe aanleiding bestaat, den naam van den verzekeraar met wien de verzekering is gesloten.

Si la déclaration a lieu sur le territoire d'une des communes côtières, elle se fera au commissaire maritime de la circonscription où l'accident a lieu ou au bourgmestre du domicile de la victime.

Si l'accident a lieu à l'étranger, ou que le bâtiment atterrit à l'étranger, la déclaration sera faite au consul belge, s'il y en a un au lieu d'atterrissage.

Cette déclaration sera faite dans les trois jours de l'accident ou, si l'accident a lieu en mer, dans les trois jours de l'atterrissage en Belgique ou à l'étranger. Il sera donné récipissé de la déclaration.

Si le bateau atterrit à l'étranger à un endroit où il n'y a pas de consul, la déclaration se fera au commissaire maritime du domicile de la victime, par télégramme ou par lettre recommandée, selon une formule qui sera établie par arrêté royal, et récipissé en sera envoyé au déclarant.

ART. 21.

Il sera dressé à bord par le capitaine, le patron ou celui qui le remplace, un rapport détaillé qui spécifie l'époque, le lieu et les circonstances de l'accident.

Les déclarations des témoins seront annexées.

Lorsque pour une cause quelconque ce rapport ne peut être dressé à bord, il sera dressé au premier atterrissage.

Si le lieu d'atterrissage est une commune côtière belge, le rapport sera établi devant le commissaire maritime de la circonscription. Dans les autres cas, s'il y a une autorité maritime ou consulaire belge, il sera établi devant ces autorités.

Wordt de aangifte gedaan op het grondgebied van eene aan de kust gelegen gemeente, dan wordt zij gedaan aan den zeecommissaris van het gebied binnen hetwelk het ongeval plaats heeft of aan den burgemeester der woonplaats van het slachtoffer.

Heeft het ongeval plaats in den vreemde of landt het schip in den vreemde, dan wordt de aangifte gedaan aan den Belgischen consul, indien er een is ter landingsplaats.

Deze aangifte wordt gedaan binnen drie dagen na het ongeval of, indien het ongeval in zee plaats heeft, binnen drie dagen na de landing in België of in den vreemde. Van de aangifte wordt een ontvangstbewijs afgegeven.

Landt het schip in den vreemde op eene plaats waar geen consul is, dan wordt de aangifte aan den zeecommissaris der woonplaats van het slachtoffer gedaan, per telegram of aangeteekenden brief, naar een bij koninklijk besluit te bepalen formulier en daarvan wordt een ontvangstbewijs aan den aangever toegezonden.

ART. 21.

Aan boord wordt door den kapitein, den patroon of dengene die hem vervangt, opgemaakt een omstandig verslag dat nauwkeurig het tijdstip, de plaats en de bijzonderheden van het ongeval beschrijft.

De verklaringen der getuigen worden er aan toegevoegd.

Kan, om welke oorzaak ook, dat verslag niet aan boord worden opgemaakt, dan wordt het opgemaakt bij de eerste landing.

Is de landingsplaats eene aan de Belgische kust gelegen gemeente, dan wordt het verslag opgemaakt voor den zeecommissaris van het gebied. In alle andere gevallen wordt het opgemaakt voor de zeeoverheid of de consulaire overheid, indien er eene is.

Le rapport sera fait en deux expéditions dont l'une sera envoyée au commissaire maritime de la circonscription de la victime. L'autre demeurera annexée au rôle de l'équipage.

ART. 22.

Les chefs d'entreprise ou leurs délégués qui contreviendront aux dispositions des articles 20 et 21, seront punis d'une amende de 10 à 100 francs.

En ce qui concerne la recherche et la constatation des contraventions, ainsi que les enquêtes en matière d'accidents, les inspecteurs du travail sont investis des pouvoirs que leur confèrent les lois du 5 mai 1888 et du 11 avril 1896, sous les sanctions édictées par les dites lois à charge des chefs d'entreprise ou de leurs délégués qui mettraient obstacle à l'exercice de ces pouvoirs.

En cas d'infraction, les inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal est, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant à peine de nullité.

Les commissaires maritimes jouiront dans l'espèce des mêmes droits que les inspecteurs du travail.

ART. 23.

Lorsque le chef d'entreprise ou le patron dénommé dans l'article 6 auront fait usage de la faculté qui leur est accordée par les articles 5 et 6, le Comité de la Caisse de prévoyance est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux patrons, aux ouvriers ou à leurs ayants droit.

Le Comité agira dans ce cas comme tribunal arbitral.

Il sera saisi de l'affaire par la déclara-

Het verslag wordt in dubbel opge maakt : een afschrift wordt den zeecommissaris van het gebied, waartoe het slachtoffer behoort, toegezonden; het andere blijft aan de monsterrol gehecht.

ART. 22.

De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die de bepalingen van de artikelen 20 en 21 overtreden, worden gestraft met eene boete van 10 tot 100 frank.

Wat betreft het opsporen en vaststellen der overtredingen, alsmede het onderzoek in zake van ongevallen, zijn de arbeidsopzieners bekleed met de bevoegdheden hun toegekend door de wetten van 5 Mei 1888 en 11 April 1896, en kunnen de straffen, door deze wetten bepaald tegen de hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die zich tegen de uitoefening van die bevoegdheden mochten verzetten, toegepast worden.

In geval van overtreding wordt door de opzieners een proces-verbaal opge maakt, dat als bewijs geldt behoudens tegenbewijs. Een afschrift van het proces-verbaal wordt, binnen acht en veertig uren, aan den overtreder afgegeven, op straffe van nietigheid.

De zeecommissarissen hebben in deze dezelfde rechten als de arbeidstoezieners.

ART. 23.

Hebben het hoofd van onderneming of de in artikel 6 genoemde patroon gebruik gemaakt van het hun bij de artikelen 5 en 6 toegekend recht, dan is het Comité van de Voorzorgskas alleen bevoegd kennis te nemen van de vorderingen betreffende de vergoedingen verschuldigd aan de patroons, de werklieden of hunne rechthebbenden.

In dat geval handelt het Comité als scheidsgerecht.

De zaak wordt bij het Comité aan-

tion de l'accident que lui transmettra le commissaire maritime, par le rapport indiqué à l'article 21, ou par une requête lui adressée par les intéressés.

Dans le cas de disparition, la demande est instruite dès la décision du ministre du travail établissant la disparition du marin ou la perte corps et biens du bâtiment qu'il montait.

L'intéressé pourra se présenter ou se faire représenter devant le comité de la Caisse de prévoyance.

Les décisions du comité sont sans appel.

Le bourgmestre du domicile de la victime ou de ses ayants droit fera annuellement rapport au comité sur chaque allocation donnée par la caisse à des habitants de sa commune.

Le comité pourra s'adresser à l'autorité communale ou maritime pour s'entourer des renseignements nécessaires. Elle pourra convoquer devant elle les intéressés ou tous autres témoins nécessaires pour la détermination des accidents.

ART. 24.

Il sera créé, pour la liquidation des affaires prévues par la présente loi, un conseil d'administration qui prendra le nom de « Comité de la Caisse de prévoyance des pêcheurs ».

Son siège sera à Ostende.

Il sera composé de neuf membres, dont un médecin, un actuaire, un pêcheur, un armateur à la pêche et un membre de l'autorité maritime.

Ce conseil sera institué par arrêté royal, sur la proposition du ministre du travail.

Tous les cinq ans, une moitié des membres sort; ils peuvent recevoir un nouveau mandat.

Les frais généraux de ce comité seront supportés par le gouvernement.

hangig gemaakt door de aangifte van het ongeval welke de zeecommissaris hem toezendt, door het verslag waarvan sprake is in artikel 21, of door een verzoekschrift vanwege de belanghebbenden.

Ingeval van verdwijning, wordt het verzoek in onderzoek genomen van het oogenblik af dat de minister van arbeid heeft beslist dat de zeeman is verdwenen of het schip, waarop hij heeft gevaren, met man en muis is vergaan.

De belanghebbende mag zich aanbieden of zich doen vertegenwoordigen voor het Comité der Voorzorgskas.

De beslissingen van het Comité zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

De burgemeester der woonplaats van het slachtoffer of van zijne rechthebbers doet jaarlijks verslag aan het Comité over elke vergoeding door de Kas gegeven aan inwoners zijner gemeente.

Voor het inwinnen van de noodige inlichtingen, mag het Comité zich wenden tot de gemeenteoverheid of tot de zeeoverheid. Het mag, voor de vaststelling der ongevallen, de belanghebbenden of alle andere noodzakelijke getuigen voor zich doen verschijnen.

ART. 24.

Tot vereffening van de bij deze wet voorziene zaken, wordt een beheerraad ingesteld, onder de benaming van : « Comité van de Voorzorgskas voor visschers ».

Deze raad heeft zijnen zetel te Oostende.

Hij is samengesteld uit negen leden, waaronder een geneesheer, een actuaire, een visscher, een reeder ter visscherij en een lid van de zeeoverheid.

Hij wordt bij koninklijk besluit ingesteld, op voorstel van den minister van arbeid.

Om de vijf jaren treedt de helft der leden af; aan de aftredenden mag een nieuw mandaat worden opgedragen.

De algemeene kosten van dit Comité komen ten laste van de Regeering.

Les frais relatifs à l'instruction des affaires, aux paiements des indemnités et à la gestion des fonds seront supportés par la caisse elle-même.

ART. 25.

Les chefs d'entreprise qui n'auront pas fait usage de la faculté de s'assurer par la Caisse de prévoyance, seront soumis aux articles 26, 27, 28, 30 et 31 de la loi des accidents, sauf que le juge de paix compétent sera le juge de paix du canton où la victime a ou a eu son dernier domicile.

ART. 26.

Sont exempts du timbre et du droit de greffe et sont enregistrés gratis lorsqu'ils y a lieu à la formalité de l'enregistrement, tous les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 27.

Sont délivrés gratuitement, tous certificats, actes de notoriété et autres dont la production peut être exigée, pour l'exécution de la présente loi, par la Caisse générale d'épargne et de retraite et par les caisses communes d'assurance agréées, ou par la Caisse de prévoyance créée par cette loi.

ART. 28.

La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à traiter des opérations d'assurance contre les risques d'accidents prévues par la présente loi.

Les conditions générales ainsi que les tarifs de ces assurances seront approuvées par arrêté royal.

De kosten betreffende het onderzoek der zaken, de betaling der vergoedingen en het beheer der fondsen worden door de Kas zelve gedekt.

ART. 25.

De hoofden van onderneming die geen gebruik hebben gemaakt van het recht zich bij de Voorzorgskas te doen verzekeren, vallen onder toepassing van de artikelen 26, 27, 28, 29, 30 en 31 der ongevallenwet, behalve dat de bevoegde vrederechter is de vrederechter van het kanton waar het slachtoffer zijne laatste woonplaats heeft of had.

ART. 26.

Worden vrijgesteld van zegel en van griffierecht en kosteloos geregistreerd, zoo zij aan de formaliteit der registratie zijn onderworpen: alle vrijwillige akten alsook de akten van vrijwillige rechtspraak, die de uitvoering van deze wet betreffen.

ART. 27.

Worden kosteloos afgegeven: alle getuigschriften, akten van bekendheid en andere akten waarvan de overlegging, voor de uitvoering van deze wet, kan worden geëischt door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas en door de toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering of door de bij deze wet ingestelde Voorzorgskas.

ART. 28.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt gemachtigd verzekeringen aan te gaan tegen het gevaar van ongevallen, bij deze wet voorzien.

De algemeene voorwaarden alsmede de tarieven van deze verzekeringen worden bij koninklijk besluit goedgekeurd.

ART. 29.

Les polices d'assurance, antérieures de six mois à la date de la mise en vigueur de la présente loi, et relatives aux risques d'accidents du travail dans les entreprises soumises à la dite loi, pourront, dans le délai d'un an à dater de sa mise en vigueur, être dénoncées, par l'assureur ou l'assuré, soit au moyen d'une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit par un acte extrajudiciaire.

Cette dénonciation ne sortira ses effets qu'à partir de la mise en vigueur de la loi, sauf convention contraire; elle ne donnera lieu à aucune indemnité.

ART. 30.

La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication du dernier des arrêtés royaux qui doivent en régler l'exécution.

ART. 31.

Tous les cinq ans, le gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution de la présente loi.

ART. 29.

De overeenkomsten van verzekering, gesloten zes maanden vóór het in werking treden van deze wet en betrekking hebbende op het gevaar van arbeidsongevallen bij de ondernemingen waarop deze wet van toepassing is, kunnen, binnen één jaar te rekenen van haar in werking treden, door den verzekeraar of door den verzekerde worden opgezegd, hetzij bij schriftelijke verklaring, waarvan een ontvangstbewijs wordt afgegeven, hetzij bij buitengerechtelijke akte.

Deze opzegging zal eerst van kracht zijn na het in werking treden van deze wet, tenzij het tegendeel is bedongen; zij geeft geen aanleiding tot eenige vergoeding.

ART. 30.

Deze wet zal eerst van toepassing zijn zes maanden na de afkondiging van het laatste der koninklijke besluiten die hare uitvoering moeten regelen.

ART. 31.

Om de drie jaren doet de Regeering verslag aan de Kamers over de uitvoering van deze wet.

EUGÈNE DE GROOTE,
ALBERT RUZETTE,
JULES VANDERHEYDE,
AUGUSTE PIL.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 FEBRUARI 1905.

Wetsvoorstel betreffende de verzekering van de zeelieden, die op de visscherij varen, tegen de gevaren van hun bedrijf.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Eene niet lang geleden ingevoerde wet voorziet voor meest alle arbeiders de vergoeding der ongevallen voorgekomen bij de uitoefening van hun bedrijf. Toen over deze wet werd beraadslaagd, waren sommige leden der Kamer van gevoelen dat ook de visschers onder de toepassing daarvan dienden te vallen. Met reden oordeelde de meerderheid dat het moeilijk was deze lieden in de wet te begrijpen en dat daartoe eene afzonderlijke wet behoorde te worden gestemd.

Het is echter noodzakelijk zoo spoedig mogelijk de moedige zeelieden te vrijwaren tegen de gevaren, eigen aan hun bedrijf. Onnoodig door statistieken te doen uitschijnen, — want zelfs voor oningewijden is het zonneklaar — dat weinige bedrijven zooveel en zoo erge gevaren opleveren als het visschersbedrijf. En, aangezien het mode is geworden, vooral te spreken van de rechten der arbeiders, is het in 't oog vallend dat de visscher gerechtigd is van den belgischen wetgever te eischen dat deze, zonder dralen, ten voordeele der zeevisscherij de verzekering tegen ongevallen tot stand brengt, zooals hij het deed voor de arbeiders in de nijverheid, den handel en den landbouw.

Uit hoofde van hun moed, hunne stille berusting in hun lot, het hoogst dichterlijke midden waarin zij hun werk verrichten, genieten overigens weinig arbeiders zoozeer de genegenheid van allen, en het vergoeden van de treurige ongevallen op zee zal een ieder eene vurig verlangde bevrediging schenken.

Het vraagstuk ontstaat vanzelf. Het is niet gemakkelijk op te lossen. De vervaardigers van dit wetsvoorstel hadden de keuze onder verscheidene oplossingen.

Zij konden uitgaan van de instelling van het Onderstands- en Voorzorgsfonds ten voordeele van zeelieden die onder Belgische vlag varen. Doch, in het koninklijk besluit van 28 Februari 1885 vindt men verouderde begrippen over arbeidersverzekering, als, bij voorbeeld, afhouding op het loon der zeelieden; het gewaagt niet van andere, die tot het nieuwere recht behooren, als daar zijn de begrippen over beroepsgevaar en de eens voor al bepaalde vergoeding.

Men kon ook eenvoudig overnemen wat in deze of gene vreemde wetgeving op dat gebied voorkwam; doch zonder vooralsnu in bijzonderheden te treden, mag worden gezegd dat de beginselen, welke tot grondslag dienen aan die wetten, al te zeer verschillen van die gehuldigd door de Belgische wet op de arbeidsongevallen, en ook dat de toestand der visschers niet dezelfde is in alle landen, vooral in de landen die eene machtige oorlogsvloot bezitten.

Toch konden op het eerste zicht twee wetgevingen in aanmerking komen: vooreerst die van Denemarken, aantrekkelijk door haren eenvoud; doch zij mist allen wetenschappelijken grondslag, omdat er eene onveranderlijke bijdrage wordt betaald en omdat het tekort der Voorzorgskas, zoo wat op goed geluk af ingericht, in elk geval wordt gedekt door den Staat. Soortgelijk stelsel zou weinig bijval vinden bij de Belgische Kamers.

Anderzijds levert het hoogst belangwekkend Nederlandsch wetsontwerp van 19 November 1904 dit voordeel op, dat het werd vervaardigd door op dat gebied zeer bevoegde naburen: evenwel kwam het ons wat te ingewikkeld voor en maakt het al te zeer inbreuk op het koninklijk besluit tot uitvoering, dat de wet moet aanvullen.

Overigens steunt dat wetsontwerp op zekere beginselen, die werden van de hand gewezen bij de beraadslaging over de ongevallenwet, alsmede op een korps ambtenaren bij het zeewezen, hetwelk wij niet bezitten, en betreffen de wetsbepalingen een van den onzen verschillende sociale toestand.

De stellers van het aanhangige wetsontwerp gingen, ja, uit van de wetten van andere landen, doch achtten het raadzamer zooveel mogelijk binnen de palen onzer ongevallenwet te blijven. Dit veroorlooft te steunen op sommige beginselen, onlangs besproken en aangenomen door den wetgever, inzonderheid voor alles wat betreft de aansprakelijkheid, de eens voor al bepaalde vergoeding, het bedrag der schadeloosstellingen. Zodoende wordt de beraadslaging vereenvoudigd.

Anderzijds was het noodig rekening te houden met sommige feiten. Terwijl een aantal visschers, zooals de zeelieden die dienst doen op sommige stoomsloepen, wezenlijk loontrekkenden zijn, zijn vele anderen zelf patroon of deelgenoot en blijven dus buiten 't bereik der arbeidsovereenkomst. Zoo wel de eenen als de anderen staan nochtans bloot aan dezelfde gevaren en er diende eene oplossing te worden gevonden, waardoor allen het voordeel der verzekering konden genieten. Derhalve steunden wij ons wetsvoorstel niet op de arbeidsovereenkomst, en krijgt het daardoor wellicht een minder wetenschappelijken vorm, toch levert het dit voordeel op dat het van toepassing is op volstrekt alle soorten van zeelieden.

Ook diende er rekening te worden gehouden met de geringe ruimte, overgelaten door de onzekere winsten van de reeders ter visscherij en met de aanzienlijke opoffering, die de visscher zich moet getroosten, hij die is verplicht zijn persoon of voor de helft zijne medegezellen der bemanning te verzekeren.

Daarom verkozen wij de verzekering te steunen op het inrichten van een

Voorzorgsfonds. Thans vooral dat, ten gevolge van den steeds toenemenden toevloed van vreemdelingen in de badsteden, onze zeelieden beter bekend geraken en immermeer belangstelling verwekken, is het te hopen dat een grooter aantal vrijwillige giften den last der verzekering zal verlichten, die, werd hij gedragen door de belanghebbenden alleen, al te zwaar zou vallen.

Ook mag er worden gerekend op toelagen vanwege de Onderstands- en Voorzorgskas tegen ongevallen, welke lasten zullen afnemen ten gevolge van het instellen der verzekering van de visschers, en op een deel der toelagen, door den Staat in die Kas gestort alsmede op toelagen van de provincie en van de aan de kust gelegen gemeenten, die de invaliden en de weezen van op zee omgekomen arbeiders moeten verplegen.

Eindelijk, zoo er reeds voorzorgsfondsen voor visschers bestaan, bij koninklijk besluit ingesteld te Oostende, Nieuwpoort, De Panne en elders, deze fondsen kunnen worden versmolten in de door ons wetsontwerp voorgestelde Voorzorgskas, ten einde het doel te bereiken, dat zij zelve reeds gedeeltelijk beoogen voor de vergoeding van ongevallen en zich ontmaken van een deel hunner hulpmiddelen, als daar zijn die welke voortkomen van zeker percent, geheven op den verkoop van visch. Ten ware zij zich liever vervormden tot onderstandskassen, voor het weren van ongevallen die eene arbeidsonbekwaamheid van min dan vier dagen veroorzaken.

Het ontwerp hadde ook moeten voorzien het geval dat, ten gevolge van buitengewone en onverwachte ongevallen, de kas hare verplichtingen niet kan nakomen, zonder bovenmate de bijdragen te verhoogen en al te zware lasten op de verzekerden te leggen. De artikelen 15 en 16 der Frausche wet van 28 April 1898 voorzien, voor dien toestand, voorschotten door den Staat, bij gunstigere fortuin terugbetaalbaar door de Kas. Deze gebeurlijkheid behoort aanleiding te geven tot een amendement, dat rekening zou houden met de inzichten der Regeering en met technische studiën, die de stellers van het ontwerp niet bij machte zijn te leveren.

Het kwam ons insgelijks raadzaam voor om aan het Comité der Voorzorgskas ruime scheidsrechterlijke bevoegdheid te schenken, ten einde veelvuldige rechtsgedingen te vermijden, en, zoo het kan schijnen dat dit eene ernstige afwijking is van het recht des arbeiders om zijne eischen en rechten te doen beslechten, anderzijds moet men bekennen dat dit ruimschoots wordt vergoed door het wegnemen van de rechtsgedingen, door technische en onpartijdige scheidsrechterlijke uitspraak, alsmede door de verlichting der lasten, ten gevolge van giften en toelagen. Overigens zij, die dat stelsel versmaden, vallen onder de toepassing van het gewoon recht.

Het wetsontwerp, dat wij de eer hebben in te dienen, is ongetwijfeld vatbaar voor verbetering, en zoo verwaand zijn wij niet te beweren dat er geene andere oplossing is te vinden. Het kan met vrucht worden gewijzigd door de Regeering of door de middenafdeeling, in 't bezit van inlichtingen en oorkonden buiten 't bereik van bijzondere personen; doch, zooals het zich voordoet, legt het ten minste de grondslagen tot eene beraadslaging welke, hopen wij, niet lang zal uitblijven.

ERG. DE GROOTE.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Il est créé au profit des marins belges, naviguant à la pêche, une caisse nationale de prévoyance, pour la réparation des accidents de leur profession.

La caisse est revêtue de la personnalité civile.

ART. 2.

La caisse de prévoyance est alimentée :

1^o Par la cotisation fournie par les pêcheurs ou leurs employeurs conformément aux dispositions de cette loi ou de l'arrêté royal qui déterminera le taux et le mode de prélèvement de cette cotisation ;

2^o Par les dons et legs des particuliers ;

3^o Par les subsides éventuels des provinces, des communes, des établissements publics, des associations et de la caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes du travail ;

4^o Par un subside annuel de l'État, qui ne sera en tous cas pas inférieur à 15,000 francs ;

5^o Par les cotisations prélevées en vertu de l'article 20 de la loi des accidents.

Les dons, legs et subsides peuvent être acceptés alors même qu'ils sont faits au profit de régions expressément désignées ou de catégories de pêcheurs déterminées. Dans ce cas on en tiendra compte, pour le calcul des cotisations à payer par les marins de ces régions ou de ces catégories, de telle sorte que le taux de leur

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL

Ten behoeve van de Belgische zeelieden, die op de visscherij varen, wordt eene nationale Voorzorgskas ingesteld tot vergoeding der ongevallen van hun bedrijf.

De Kas bezit rechtspersoonlijkheid.

ART. 2.

De Voorzorgskas wordt in stand gehouden :

1^o Door de bijdrage gestort door de visschers of hunne werkgevers, overeenkomstig de bepalingen van deze wet of van het koninklijk besluit dat het bedrag of de wijze van heffing dezer bijdrage zal bepalen ;

2^o Door de giften en legaten van bijzonderen ;

3^o Door de eventueele toelagen der provinciën, der gemeenten, der openbare gestichten en der Voorzorgs- en onderstandskas ten behoeve der slachtoffers van den arbeid ;

4^o Door eene jaarlijksche toelage van den Staat, die in geen geval minder dan 15,000 frank mag bedragen ;

5^o Door de bijdragen geheven uit kracht van artikel 20 der ongevallenwet.

De giften, legaten en toelagen kunnen zelfs dan worden aangenomen, wanneer zij gedaan zijn ten behoeve van uitdrukkelijk aangewezen gewesten of van bepaalde soorten van visschers. In dit geval worden zij in aanmerking genomen voor de berekening der bijdragen, te betalen door de zeelieden van die gewesten of

cotisation à payer en diminue d'autant, et sans que cela profite aux autres régions ou catégories.

ART. 3.

Tout Belge qui gagne sa vie au moyen de la pêche maritime et côtière, en tout ou en partie, en travaillant pour son compte ou pour autrui, aura droit à la réparation des accidents de son travail selon les dispositions de la présente loi.

Sont assimilés aux pêcheurs, les volontaires, novices, mousses même non salariés, ainsi que les employés qui, à raison de leur participation directe ou indirecte au travail, sont soumis aux mêmes risques que les pêcheurs et dont le salaire annuel ne dépasse pas 2,400 francs.

ART. 4.

Le pêcheur aura droit à la réparation des accidents survenus dans l'exercice de la pêche ou par les circonstances qui accompagnent celle-ci; ainsi que des accidents survenus en mer, au cours des sauvetages ou de la mise en sûreté des personnes ou des biens, ou au cours de la navigation sur un bâtiment de pêche, en dehors des manœuvres mêmes de la pêche.

ART. 5.

Le pêcheur qui travaille pour son propre compte ou comme associé dans le produit de la pêche avec le patron travaillant avec lui, sera garanti contre les accidents de pêche par la caisse de prévoyance en payant lui-même la cotisation prévue par l'article 2 et en faisant une déclaration expresse dans ce sens au

van die soorten, derwijze dat het bedrag van de door hen te betalen bijdrage daardoor zooveel wordt verminderd, zonder dat dit aan de andere gewesten of soorten van visschers ten goede kan komen.

ART. 3.

Elke Belg die door de zee- en kustvischvangst geheel of gedeeltelijk zijn bestaan wint, arbeidende voor eigen rekening of voor rekening van een ander, heeft recht op vergoeding der ongevallen voorgekomen bij zijn werk, volgens de bepalingen van deze wet.

Met visschers worden gelijkgesteld: vrijwilligers, leerlingen, scheepsjongens, zelfs wanneer zij geen loon trekken, alsmede bedienden die, ter oorzaak van hunne rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan den arbeid, blootstaan aan dezelfde gevaren als de visschers en wier jaarlijksch loon 2,400 frank niet te boven gaat.

ART. 4.

De visscher heeft recht op de vergoeding der ongevallen voorgekomen bij het visschen of onder omstandigheden die zich daarbij voordoen, alsmede op de vergoeding van ongevallen voorgekomen op zee, bij de redding of bij het in veiligheid stellen van personen of goederen, of in den loop van het varen op een visschersboot, buiten de eigenlijke verrichtingen der visscherij.

ART. 5.

De visscher die voor eigen rekening werkt of, als deelgenoot in de opbrengst der vischvangst, met den patroon werkt, wordt tegen de ongevallen der vischvangst gedekt door de Voorzorgskas, wanneer hij zelf de bij artikel 2 voorziene bijdrage betaalt en in dezen zin eene uitdrukkelijke verklaring aflegt bij den

commissaire maritime de sa circonscription. Il lui sera donné récépissé de cette déclaration.

ART. 6.

Dans le cas où le pêcheur et le chef d'entreprise font partie du même équipage, le chef d'entreprise aura le choix de s'assurer au moyen de la caisse de prévoyance ou conformément aux dispositions de la loi des accidents. La cotisation ou la prime devra en tous cas être payée, moitié par le pêcheur et moitié par le chef d'entreprise, sans que celui-ci puisse faire de retenue sur le salaire.

ART. 7.

Quand un employeur, autre que celui prévu dans l'article précédent, prend à son service moyennant rétribution et pour l'exécution des travaux de pêche, un marin ou une personne qui y est assimilée par l'article 3, il devra en cas d'accident, les indemnités qui sont prévues par la loi.

Il lui sera loisible de se faire remplacer dans ses obligations par la caisse de prévoyance créée par la présente loi, s'il en fait la déclaration expresse contre récépissé au commissaire maritime de la circonscription.

Il devra dans ce cas, payer la cotisation prévue par la loi sans pouvoir retenir le montant de celle-ci sur le salaire de l'employé.

ART. 8.

S'il ne convient pas au chef d'entreprise de faire usage de cette faculté, les allocations prévues par la présente loi sont à sa charge exclusive et conformément aux règles établies par les articles 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 de la loi des acci-

zeecommissaris van zijn gebied. Van deze verklaring wordt hem een ontvangstbewijs afgegeven.

ART. 6.

Wanneer de visscher en het hoofd der onderneming deel uitmaken van dezelfde bemanning, heeft het hoofd der onderneming de keuze zich te verzekeren door middel van de Voorzorgskas of overeenkomstig de bepalingen van de ongevallenwet. De bijdrage of de premie moeten in elk geval worden betaald, de helft door den visscher en de helft door het hoofd der onderneming, zonder dat deze iets mag afhouden van het loon.

ART. 7.

Wanneer een andere werkgever dan degene waarvan sprake is in het vorig artikel, tegen loon en tot het uitvoeren van verrichtingen der vischvangst, in zijnen dienst neemt een zeeman of een persoon die krachtens artikel 3 daarmede gelijk is gesteld, is hij, als een ongeval voorkomt, de bij de wet voorziene schadevergoedingen verschuldigd.

Het staat hem vrij zich ten aanzien van zijne verplichtingen te doen vervangen door de Voorzorgskas ingesteld bij deze wet, indien hij daartoe de uitdrukkelijke verklaring, tegen ontvangstbewijs, aflegt bij den zeecommissaris van zijn gebied.

In dat geval moet hij de bij de wet voorziene bijdrage betalen, zonder dat hij het bedrag moge afhouden van het loon van den bediende.

ART. 8.

Wil het hoofd der onderneming geen gebruik maken van dat recht, dan komen de bij deze wet voorziene vergoedingen, overeenkomstig de regelen vastgesteld in de artikelen 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 van de wet op de arbeidsongevallen,

dents du travail, avec cette seule différence que le fonds de garantie prévu par l'article 20 et rattaché à la caisse des dépôts et consignations sera remplacé par la caisse de prévoyance dont s'agit.

ART. 9.

L'accident survenu dans le cours des travaux prévus à l'article 4, est présumé, jusqu'à preuve contraire, survenu par le fait de ces travaux.

ART. 10.

Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale de travail de plus de quatre jours, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 50 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 50 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 p. c. déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par décision du comité de la caisse, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence.

A l'expiration du délai prévu à l'article 50 de la loi des accidents, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

uitsluitend te zijnen laste, alleen met dit onderscheid, dat het waarborgfonds, bij artikel 20 voorzien en aan de deposito- en consignatiekas verbonden, wordt vervangen door de Voorzorgskas waarvan sprake is.

ART. 9.

Het ongeval voorgekomen in den loop van de bij artikel 4 voorziene werkzaamheden wordt, zoolang het tegendeel niet is bewezen, verondersteld te zijn voorgekomen door die werkzaamheden.

ART. 10.

Heeft het ongeval tijdelijke en volkomene onbekwaamheid tot werken gedurende meer dan vier dagen veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding gelijkstaande met 50 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 50 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 50 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij bij beslissing van het Comité der Kas, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij door een eindvonnis wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is.

Bij het eindigen van den termijn bepaald in artikel 50 der ongevallenwet, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

ART. 11.

Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 75 francs pour frais funéraires lorsque les funérailles se font sur le territoire belge et 55 francs lorsque la victime a péri à la mer ou est inhumée en terre étrangère;

2° Un capital représentant la valeur, calculé en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 30 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est exclusivement attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident ; toutefois le veuf n'a droit à l'indemnité que lorsque la victime était son soutien ;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, et aux enfants naturels reconnus avant l'accident, pour autant que les uns et les autres soient âgés de moins de 16 ans ;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans ainsi qu'aux ascendants, dont la victime était le soutien.

D. Aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans, dont la victime était le soutien.

Le conjoint n'a droit qu'aux trois cinquièmes du capital en cas de concours avec plusieurs enfants ; il a droit aux quatre cinquièmes, en cas de concours, soit avec un seul enfant, soit avec un ou plusieurs ayants droit des autres catégories.

ART. 11.

Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 75 frank voor begrafenis-kosten, wanneer de begrafenis op Belgisch grondgebied plaats heeft, en van 55 frank, wanneer het slachtoffer in zee is omgekomen of in den vreemde begraven is ;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 30 t. h. van het jaarlijksch loon.

Dit kapitaal wordt uitsluitend toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken ; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op vergoeding, wanneer het slachtoffer zijn steun was ;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, en aan de onechte, vóór het ongeval erkende kinderen, voor zoover beiden den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt ;

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opklimmende lijn, wier steun het slachtoffer was ;

D. Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren, wier steun het slachtoffer was.

Ingeval de echtgenoot te gelijker tijd met verscheidene kinderen optreedt, heeft hij slechts recht op drie vijfden van het kapitaal ; ingeval hij te gelijker tijd optreedt hetzij met een enkel kind, hetzij met één of meer rechthebbenden van de overige groepen, heeft hij recht op vier vijfden.

Les enfants ont la priorité sur les ayants droit de la catégorie C et D; les ayants droit de la catégorie C excluent ceux de la catégorie D. Entre ayants droit d'une même catégorie, il y a lieu à partage égal par tête. Toutefois, à défaut de conjoint survivant, les petits-enfants viennent en concours avec les enfants, mais le partage a lieu par souche.

Les parts du conjoint et des ascendants sont converties en rentes viagères.

Les parts des autres ayants droit sont converties en rentes temporaires dont l'extinction aura lieu pour chacun à l'âge de 16 ans. Le juge, ou le comité de la Caisse de prévoyance, peuvent toutefois, à la requête de tout intéressé, parties préalablement entendues ou appelées, ordonner un autre mode de placement du capital; ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, modifier équitablement la répartition du capital entre ayants droit appelés concurremment.

ART. 12.

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que le tiers au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

Selon le choix que l'assuré aura fait de son assureur, le juge ou le comité de la Caisse de prévoyance statueront au mieux de l'intérêt des demandeurs, après que le chef d'entreprise, et, dans le cas de l'article 5, le pêcheur, aura été entendu ou dûment appelé.

En cas d'incapacité permanente partielle, les mêmes autorités peuvent aussi, à la demande de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à soixante francs.

De kinderen hebben den voorrang boven de rechthebbenden van de groepen C en D; de rechthebbenden van groep C sluiten die van groep D buiten. Onder rechthebbenden van dezelfde groep wordt tot gelijke hoofdelijke verdeeling overgegaan. Bij onstentenis van een overlevenden echtgenoot, treden echter de kleinkinderen te gelijker tijd op met de kinderen, doch de verdeeling geschiedt staaksgewijs.

De deelen van den echtgenoot en van de bloedverwanten in opklimmende lijn worden omgezet in lijfrenten.

De deelen van de overige rechthebbenden worden omgezet in tijdelijke renten, die voor elk hunner eindigen op den leeftijd van 16 jaren. De rechter of het Comité der Voorzorgskas kunnen nochtans, op verzoek van elken belanghebbende, na vooraf partijen te hebben gehoord of opgeroepen, eene andere wijze, van belegging van het kapitaal bevelen; zij kunnen ook, onder dezelfde omstandigheden, de verdeeling van het kapitaal onder rechthebbenden die te gelijker tijd optreden naar billijkheid wijzigen.

ART. 12

Het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden kunnen vragen dat ten hoogste een derde van de waarde der lijfrente hun als kapitaal worde uitbetaald.

Volgens de door den verzekerde gedane keuze van zijn verzekeraar, zullen de rechter of het Comité der Voorzorgskas naar hun beste weten in het belang van de aanvragers beslissen, na het hoofd der onderneming en, in het geval voorzien bij artikel 5, den visscher, gehoord of hem behoorlijk opgeroepen te hebben.

In geval van gedeeltelijke voortdurende onbekwaamheid, kunnen dezelfde overheden eveneens, op verzoek van elken belanghebbende, bevelen dat de geheele waarde der rente als kapitaal zal worden betaald aan het slachtoffer, wanneer de jaarlijksche rente zestig frank niet bereikt.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal et préalablement soumis à l'avis de la commission des accidents du travail.

ART. 13.

Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend du salaire annuel moyen gagné par les assurés dans la circonscription à laquelle appartenait la victime au moment de l'accident.

Tous les cinq ans, les comités institués par la loi du 11 juin 1891 dresseront une échelle des salaires annuels moyens des pêcheurs de leur circonscription respective. Ils y tiendront compte des différentes catégories d'assurés. Si le salaire consiste en tout ou en partie en logement, en part dans le produit de la pêche ou autres subventions en nature, l'équivalence en sera calculée en argent selon la valeur qu'elles ont dans chaque circonscription.

ART. 14.

Le salaire du patron qui se livre lui-même à la pêche, est censé être le même que le salaire de l'ouvrier qui occupe sur le même bâtiment ou un bâtiment analogue un rang comparable à celui du patron.

Le salaire de base des volontaires, novices, mousses ou autres personnes qui ne reçoivent pas de salaire ou un salaire très minime, ne sera jamais inférieur au salaire des pêcheurs de la catégorie la moins rémunérée.

Le salaire quotidien moyen s'obtient en divisant par 300 le chiffre du salaire annuel.

De waarde van de lijfrente wordt berekend naar een bij koninklijk besluit goedgekeurd tarief, dat vooraf wordt onderworpen aan het advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen.

ART. 13.

Onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen, wordt verstaan het gemiddeld jaarlijksch loon door de verzekerden gewonnen binnen het gebied waartoe het slachtoffer behoorde op 't oogenblik van het ongeval.

Om de vijf jaren maken de comiteiten, ingesteld door de wet van 11 Juni 1891, eene tabel op van de gemiddelde jaarlijksche loonen der visschers van hun respectief gebied. Daarin houden zij rekening met de verschillende soorten van verzekerden. Bestaat het loon geheel of gedeeltelijk in huisvesting of in een deel der opbrengst van de vischvangst of andere vergeldingen in natura, dan wordt het gelijkwaardige daarvan berekend in geld naar hare waarde in elke omschrijving.

ART. 14.

Het loon van den patroon die zelf zich op de visscherij toelegt, wordt geacht hetzelfde te zijn als het loon van den werkman die, op de zelfde visschersboot of op eene soortgelijke boot een rang bekleedt gelijkstaande met dien van den patroon.

Het loon dat tot grondslag wordt genomen voor het loon der vrijwilligers, leerlingen, scheepsjongens of andere personen die geen of slechts een zeer gering loon ontvangen, staat nooit beneden het loon van de soort der minst betaalde visschers.

Om het gemiddelde dagloon te berekenen, deelt men door 300 het cijfer van het jaarlijksch loon.

ART. 15.

Les indemnités temporaires sont payables aux mêmes époques que les salaires ; les allocations annuelles et les arrérages des rentes sont payables trimestriellement par quart ; les frais funéraires sont payables dans le mois des funérailles ou du décès dûment constaté.

ART. 16.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

ART. 17.

Il n'est en rien dérogé aux règles générales de la responsabilité civile lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par le chef d'entreprise.

Sauf cette exception, les dommages résultant des accidents du travail ne donnent lieu, à charge du chef d'entreprise, au profit de la victime ou de ses ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi.

Les dommages et intérêts ne seront, en aucun cas, cumulés avec ces réparations.

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime et les ayants droit conservent, contre les personnes responsables de l'accident, autres que le chef d'entreprise ou ses ouvriers préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun ; le chef d'entreprise sera, le cas échéant, exonéré de ses obligations à concurrence du montant des dommages et intérêts accordés.

ART. 15.

De tijdelijke vergoedingen zijn betaalbaar op dezelfde tijdstippen als het loon ; jaarlijksche vergoedingen en vervallen renten zijn betaalbaar om de drie maanden, telkens een vierde gedeelte ; de begrafeniskosten moeten worden betaald binnen ééne maand na de begrafenis of het behoorlijk vastgesteld overlijden.

ART. 16.

De vergoedingen uit kracht van deze wet verschuldigd aan slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechtverkrijgenden, zijn niet vatbaar voor inbeslagneming, tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

ART. 17.

Er wordt in geenen deele afgeweken van de algemeene regelen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het ongeval opzettelijk is teweeggebracht door het hoofd der onderneming.

Met uitzondering van dit geval, geeft de schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, ten laste van het hoofd der onderneming en ten voordeele van het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden enkel en alleen recht op de bij deze wet vastgestelde vergoedingen.

Schade en interesten kunnen in geen geval te gelijk met deze vergoedingen worden gevorderd.

Onafhankelijk van de rechtsvordering die uit deze wet voortspruit, behouden het slachtoffer en de rechtverkrijgenden tegen andere aansprakelijke personen dan het hoofd der onderneming of zijne werklieden en aangestelden, het recht, overeenkomstig de regels van het gemeene recht, vergoeding van de geleden schade te eischen ; het hoofd der onderneming wordt, bij voorkomend geval, van de hem opgelegde verplichtingen ontslagen, tot

L'action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, s'ils négligent d'en faire usage.

ART. 18.

Les indemnités établies par la présente loi ne sont point dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

Aucune indemnité n'est due à celui des ayants droit qui a intentionnellement provoqué l'accident.

ART. 19.

Toute convention contraire aux dispositions de la présente loi est nulle de plein droit.

ART. 20.

Tout accident survenu à un pêcheur au cours des travaux prévus à l'article 4 et qui a occasionné ou est de nature à occasionner soit la mort de la victime, soit une incapacité de travail, doit être déclaré par le chef d'entreprise ou celui qui le remplace au moment où l'accident s'est produit.

L'accident peut être déclaré par la victime elle-même ou à défaut de celle-ci, par ses ayants droit, ou par les compagnons du même équipage.

La déclaration mentionne la nature et les circonstances de l'accident; elle indique, s'il y a lieu, le nom de l'assureur avec lequel l'assurance a été contractée.

het bedrag van de toegekende schade-loosstelling.

De rechtsvordering tegen de derde aansprakelijke personen kan zelfs door het hoofd der onderneming, op zijn risico, worden ingesteld in de plaats van het slachtoffer of de rechtverkrijgenden, zoo dezen verzuimen van dat recht gebruik te maken.

ART. 18.

De bij deze wet bepaalde vergoedingen zijn niet verschuldigd wanneer het ongeval door het slachtoffer opzettelijk is teweeggebracht.

Geene vergoeding hoegenaamd is verschuldigd aan dengene der rechtverkrijgenden die het ongeval opzettelijk heeft teweeggebracht.

ART. 19.

Elke met de bepalingen van deze wet strijdige overeenkomst is van rechtswege nietig.

ART. 20.

Elk ongeval dat aan een visscher is overkomen gedurende de werkzaamheden voorzien bij artikel 4 en dat heeft veroorzaakt of van aard is om te veroorzaken hetzij den dood van het slachtoffer, hetzij eene onbekwaamheid tot werken, moet worden aangegeven door het hoofd der onderneming of dengene die hem tegenwoordigde op het oogenblik dat het ongeval plaats had.

Het ongeval mag worden aangegeven door het slachtoffer zelf of, bij ontstentenis van het slachtoffer, door zijne rechtverkrijgenden of door de varensgezellen van dezelfde bemanning.

De aangifte vermeldt den aard en de omstandigheden van het ongeval; zij duidt aan, zoo daartoe aanleiding bestaat, den naam van den verzekeraar met wien de verzekering is gesloten.

Si la déclaration a lieu sur le territoire d'une des communes côtières, elle se fera au commissaire maritime de la circonscription où l'accident a lieu ou au bourgmestre du domicile de la victime.

Si l'accident a lieu à l'étranger, ou que le bâtiment atterrit à l'étranger, la déclaration sera faite au consul belge, s'il y en a un au lieu d'atterrissage.

Cette déclaration sera faite dans les trois jours de l'accident ou, si l'accident a lieu en mer, dans les trois jours de l'atterrissage en Belgique ou à l'étranger. Il sera donné récépissé de la déclaration.

Si le bateau atterrit à l'étranger à un endroit où il n'y a pas de consul, la déclaration se fera au commissaire maritime du domicile de la victime, par télégramme ou par lettre recommandée, selon une formule qui sera établie par arrêté royal, et récépissé en sera envoyé au déclarant.

ART. 21.

Il sera dressé à bord par le capitaine, le patron ou celui qui le remplace, un rapport détaillé qui spécifie l'époque, le lieu et les circonstances de l'accident.

Les déclarations des témoins seront annexées.

Lorsque pour une cause quelconque ce rapport ne peut être dressé à bord, il sera dressé au premier atterrissage.

Si le lieu d'atterrissage est une commune côtière belge, le rapport sera établi devant le commissaire maritime de la circonscription. Dans les autres cas, s'il y a une autorité maritime ou consulaire belge, il sera établi devant ces autorités.

Wordt de aangifte gedaan op het grondgebied van eene aan de kust gelegen gemeente, dan wordt zij gedaan aan den zeecommissaris van het gebied binnen hetwelk het ongeval plaats heeft of aan den burgemeester der woonplaats van het slachtoffer.

Heeft het ongeval plaats in den vreemde of landt het schip in den vreemde, dan wordt de aangifte gedaan aan den Belgischen consul, indien er een is ter landingsplaats.

Deze aangifte wordt gedaan binnen drie dagen na het ongeval of, indien het ongeval in zee plaats heeft, binnen drie dagen na de landing in België of in den vreemde. Van de aangifte wordt een ontvangstbewijs afgegeven.

Landt het schip in den vreemde op eene plaats waar geen consul is, dan wordt de aangifte aan den zeecommissaris der woonplaats van het slachtoffer gedaan, per telegram of aangeteekenden brief, naar een bij koninklijk besluit te bepalen formulier en daarvan wordt een ontvangstbewijs aan den aangever toegezonden.

ART. 21.

Aan boord wordt door den kapitein, den patroon of dengene die hem vervangt, opgemaakt een omstandig verslag dat nauwkeurig het tijdstip, de plaats en de bijzonderheden van het ongeval beschrijft.

De verklaringen der getuigen worden er aan toegevoegd.

Kan, om welke oorzaak ook, dat verslag niet aan boord worden opgemaakt, dan wordt het opgemaakt bij de eerste landing.

Is de landingsplaats eene aan de Belgische kust gelegen gemeente, dan wordt het verslag opgemaakt voor den zeecommissaris van het gebied. In alle andere gevallen wordt het opgemaakt voor de zeeoverheid of de consulaire overheid, indien er eene is.

Le rapport sera fait en deux expéditions dont l'une sera envoyée au commissaire maritime de la circonscription de la victime. L'autre demeurera annexée au rôle de l'équipage.

ART. 22.

Les chefs d'entreprise ou leurs délégués qui contreviendront aux dispositions des articles 20 et 21, seront punis d'une amende de 10 à 100 francs.

En ce qui concerne la recherche et la constatation des contraventions, ainsi que les enquêtes en matière d'accidents, les inspecteurs du travail sont investis des pouvoirs que leur confèrent les lois du 5 mai 1888 et du 11 avril 1896, sous les sanctions édictées par les dites lois à charge des chefs d'entreprise ou de leurs délégués qui mettraient obstacle à l'exercice de ces pouvoirs.

En cas d'infraction, les inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal est, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant à peine de nullité.

Les commissaires maritimes jouiront dans l'espèce des mêmes droits que les inspecteurs du travail.

ART. 23.

Lorsque le chef d'entreprise ou le patron dénommé dans l'article 6 auront fait usage de la faculté qui leur est accordée par les articles 5 et 6, le Comité de la Caisse de prévoyance est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux patrons, aux ouvriers ou à leurs ayants droit.

Le Comité agira dans ce cas comme tribunal arbitral.

Il sera saisi de l'affaire par la déclara-

Het verslag wordt in dubbel opge maakt : een afschrift wordt den zeecommissaris van het gebied, waartoe het slachtoffer behoort, toegezonden; het andere blijft aan de monsterrol gehecht.

ART. 22.

De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die de bepalingen van de artikelen 20 en 21 overtreden, worden gestraft met eene boete van 10 tot 100 frank.

Wat betreft het opsporen en vaststellen der overtredingen, alsmede het onderzoek in zake van ongevallen, zijn de arbeidsopzieners bekleed met de bevoegdheden hun toegekend door de wetten van 5 Mei 1888 en 11 April 1896, en kunnen de straffen, door deze wetten bepaald tegen de hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, die zich tegen de uitoefening van die bevoegdheden mochten verzetten, toegepast worden.

In geval van overtreding wordt door de opzieners een proces-verbaal opge maakt, dat als bewijs geldt behoudens tegenbewijs. Een afschrift van het proces-verbaal wordt, binnen acht en veertig uren, aan den overtreder afgegeven, op straffe van nietigheid.

De zeecommissarissen hebben in deze dezelfde rechten als de arbeidstoezieners.

ART. 23.

Hebben het hoofd van onderneming of de in artikel 6 genoemde patroon gebruik gemaakt van het hun bij de artikelen 5 en 6 toegekend recht, dan is het Comité van de Voorzorgskas alleen bevoegd kennis te nemen van de vorderingen betreffende de vergoedingen verschuldigd aan de patroons, de werklieden of hunne rechthebbenden.

In dat geval handelt het Comité als scheidsgerecht.

De zaak wordt bij het Comité aan-

tion de l'accident que lui transmettra le commissaire maritime, par le rapport indiqué à l'article 21, ou par une requête lui adressée par les intéressés.

Dans le cas de disparition, la demande est instruite dès la décision du ministre du travail établissant la disparition du marin ou la perte corps et biens du bâtiment qu'il montait.

L'intéressé pourra se présenter ou se faire représenter devant le comité de la Caisse de prévoyance.

Les décisions du comité sont sans appel.

Le bourgmestre du domicile de la victime ou de ses ayants droit fera annuellement rapport au comité sur chaque allocation donnée par la caisse à des habitants de sa commune.

Le comité pourra s'adresser à l'autorité communale ou maritime pour s'entourer des renseignements nécessaires. Elle pourra convoquer devant elle les intéressés ou tous autres témoins nécessaires pour la détermination des accidents.

ART. 24.

Il sera créé, pour la liquidation des affaires prévues par la présente loi, un conseil d'administration qui prendra le nom de « Comité de la Caisse de prévoyance des pêcheurs ».

Son siège sera à Ostende.

Il sera composé de neuf membres, dont un médecin, un actuaire, un pêcheur, un armateur à la pêche et un membre de l'autorité maritime.

Ce conseil sera institué par arrêté royal, sur la proposition du ministre du travail.

Tous les cinq ans, une moitié des membres sort; ils peuvent recevoir un nouveau mandat.

Les frais généraux de ce comité seront supportés par le gouvernement.

hangig gemaakt door de aangifte van het ongeval welke de zeecommissaris hem toezendt, door het verslag waarvan sprake is in artikel 21, of door een verzoekschrift vanwege de belanghebbenden.

Ingeval van verdwijning, wordt het verzoek in onderzoek genomen van het oogenblik af dat de minister van arbeid heeft beslist dat de zeeman is verdwenen of het schip, waarop hij heeft gevaren, met man en muis is vergaan.

De belanghebbende mag zich aanbieden of zich doen vertegenwoordigen voor het Comité der Voorzorgskas.

De beslissingen van het Comité zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

De burgemeester der woonplaats van het slachtoffer of van zijne rechthebbenden doet jaarlijks verslag aan het Comité over elke vergoeding door de Kas gegeven aan inwoners zijner gemeente.

Voor het inwinnen van de noodige inlichtingen, mag het Comité zich wenden tot de gemeenteverheid of tot de zee-overheid. Het mag, voor de vaststelling der ongevallen, de belanghebbenden of alle andere noodzakelijke getuigen voor zich doen verschijnen.

ART. 24.

Tot vereffening van de bij deze wet voorziene zaken, wordt een beheerraad ingesteld, onder de benaming van : « Comité van de Voorzorgskas voor visschers ».

Deze raad heeft zijnen zetel te Oostende.

Hij is samengesteld uit negen leden, waaronder een geneesheer, een actuaire, een visscher, een reeder ter visscherij en een lid van de zeeoverheid.

Hij wordt bij koninklijk besluit ingesteld, op voorstel van den minister van arbeid.

Om de vijf jaren treedt de helft der leden af; aan de aftredenden mag een nieuw mandaat worden opgedragen.

De algemeene kosten van dit Comité komen ten laste van de Regeering.

Les frais relatifs à l'instruction des affaires, aux paiements des indemnités et à la gestion des fonds seront supportés par la caisse elle-même.

ART. 25.

Les chefs d'entreprise qui n'auront pas fait usage de la faculté de s'assurer par la Caisse de prévoyance, seront soumis aux articles 26, 27, 28, 30 et 31 de la loi des accidents, sauf que le juge de paix compétent sera le juge de paix du canton où la victime a ou a eu son dernier domicile.

ART. 26.

Sont exempts du timbre et du droit de greffe et sont enregistrés gratis lorsqu'ils y a lieu à la formalité de l'enregistrement, tous les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 27.

Sont délivrés gratuitement, tous certificats, actes de notoriété et autres dont la production peut être exigée, pour l'exécution de la présente loi, par la Caisse générale d'épargne et de retraite et par les caisses communes d'assurance agréées, ou par la Caisse de prévoyance créée par cette loi.

ART. 28.

La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à traiter des opérations d'assurance contre les risques d'accidents prévues par la présente loi.

Les conditions générales ainsi que les tarifs de ces assurances seront approuvées par arrêté royal.

De kosten betreffende het onderzoek der zaken, de betaling der vergoedingen en het beheer der fondsen worden door de Kas zelve gedekt.

ART. 25.

De hoofden van onderneming die geen gebruik hebben gemaakt van het recht zich bij de Voorzorgskas te doen verzekeren, vallen onder toepassing van de artikelen 26, 27, 28, 29, 30 en 31 der ongevallenwet, behalve dat de bevoegde vrederechter is de vrederechter van het kanton waar het slachtoffer zijne laatste woonplaats heeft of had.

ART. 26.

Worden vrijgesteld van zegel en van griffierecht en kosteloos geregistreerd, zoo zij aan de formaliteit der registratie zijn onderworpen: alle vrijwillige akten alsook de akten van vrijwillige rechtspraak, die de uitvoering van deze wet betreffen.

ART. 27.

Worden kosteloos afgegeven: alle getuigschriften, akten van bekendheid en andere akten waarvan de overlegging, voor de uitvoering van deze wet, kan worden geëischt door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas en door de toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering of door de bij deze wet ingestelde Voorzorgskas.

ART. 28.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt gemachtigd verzekeringen aan te gaan tegen het gevaar van ongevallen, bij deze wet voorzien.

De algemeene voorwaarden alsmede de tarieven van deze verzekeringen worden bij koninklijk besluit goedgekeurd.

ART. 29.

Les polices d'assurance, antérieures de six mois à la date de la mise en vigueur de la présente loi, et relatives aux risques d'accidents du travail dans les entreprises soumises à la dite loi, pourront, dans le délai d'un an à dater de sa mise en vigueur, être dénoncées, par l'assureur ou l'assuré, soit au moyen d'une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit par un acte extrajudiciaire.

Cette dénonciation ne sortira ses effets qu'à partir de la mise en vigueur de la loi, sauf convention contraire; elle ne donnera lieu à aucune indemnité.

ART. 30.

La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication du dernier des arrêtés royaux qui doivent en régler l'exécution.

ART. 31.

Tous les cinq ans, le gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution de la présente loi.

ART. 29.

De overeenkomsten van verzekering, gesloten zes maanden vóór het in werking treden van deze wet en betrekking hebbende op het gevaar van arbeidsongevallen bij de ondernemingen waarop deze wet van toepassing is, kunnen, binnen één jaar te rekenen van haar in werking treden, door den verzekeraar of door den verzekerde worden opgezegd, hetzij bij schriftelijke verklaring, waarvan een ontvangstbewijs wordt afgegeven, hetzij bij buitengerechtelijke akte.

Deze opzegging zal eerst van kracht zijn na het in werking treden van deze wet, tenzij het tegendeel is bedongen; zij geeft geen aanleiding tot eenige vergoeding.

ART. 30.

Deze wet zal eerst van toepassing zijn zes maanden na de afkondiging van het laatste der koninklijke besluiten die hare uitvoering moeten regelen.

ART. 31.

Om de drie jaren doet de Regeering verslag aan de Kamers over de uitvoering van deze wet.

EUGÈNE DE GROOTE,
ALBERT RUZETTE,
JULES VANDERHEYDE,
AUGUSTE PIL.

